



## Séance ordinaire du mardi 31 mai 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le trente et un mai, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Max LEVITA, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Zohra DIRHOUSSE, Abdi EL KANDOUSSI, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

## Animation du territoire - Patinoire Végapolis - Principe d'exploitation par Délégation de Service Public - Lancement d'une procédure - Approbation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Classée parmi les Métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille également à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements structurants.

Par délibérations n°4846 en date du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002, la patinoire Végapolis a été reconnue d'intérêt communautaire. Idéalement située au cœur d'Odysseum, elle offre depuis vingt ans un service public sportif conforme aux exigences des usagers : une piste ludique couplée à une piste sportive. La patinoire Végapolis figure parmi les plus importantes patinoires de France et demeure l'une des rares à disposer de deux pistes, dont une à dominante sportive (1 738 m²) et l'autre à dominante ludique (1 334 m²).

Le 21 décembre 2011, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a décidé de confier, par délibération, l'exploitation de la patinoire Végapolis à la société dédiée SAS VM 34000, filiale à 100% de Vert Marine. Une première convention de délégation de service public est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour une durée de 5 ans (jusqu'au 31 décembre 2016). La convention de délégation a été renouvelée avec la même société pour une nouvelle durée de 6 ans, de 2017 à 2023. Le contrat actuel arrive à échéance le 28 février 2023.

Le rapport annexé à la présente délibération présente la situation actuelle du service, les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour les années à venir, les différents modes de gestion et les principales caractéristiques du futur contrat. Conformément à l'article L. 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire Végapolis à compter du 1<sup>er</sup> mars 2023.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

### **I / Etat des lieux et modalités de gestion actuelles**

#### **1/ Les principaux chiffres**

Les caractéristiques structurelles de Végapolis (double piste de qualité, aux vocations complémentaires) et organisationnelles (volonté d'ouverture sur l'année complète, y compris en saison estivale), conjuguées avec une zone de chalandise importante, lui permettent de maintenir un excellent niveau de fréquentation. En configuration optimale (hors restrictions sanitaires) la fréquentation de la patinoire est relativement élevée (autour de 310 000 passages par an), ce qui en fait une des patinoires les plus fréquentées de France.

Sur la durée du contrat, ce sont près de 1,1 millions de visiteurs qui se sont rendus à la patinoire.

Années	2021	2020	2019	2018	2017 10 MOIS
Total	197 286	156 522	307 141	302 300	208 127

Il est à noter une sensible baisse en 2020 en raison de la survenance de la pandémie de Covid-19. La crise sanitaire mondiale a fortement perturbé l'activité de la patinoire à partir du 17 mars 2020. Végapolis a dû fermer ses portes totalement pendant 111 jours. Le nombre de jours d'ouverture sans restriction pour 2020 est de seulement 159 jours représentant 43,6 % du nombre de jours ouverts annuellement. La patinoire est donc restée ouverte 254 jours dont 37 % en mode dégradé.

Outre l'ouverture au public qui correspond à près de la moitié des entrées enregistrées, cette patinoire accueille les élèves de l'enseignement élémentaire du ressort de Montpellier Méditerranée Métropole, la possibilité d'accueillir d'autres écoles étant laissée ouverte au délégataire. Au total, ce sont près de 250 classes issues de 24 communes qui sont accueillies chaque année au sein de la patinoire.

Cet équipement accueille également les entraînements et les rencontres sportives de sport de haut niveau du Montpellier Méditerranée Métropole Hockey Club, du Montpellier Méditerranée Métropole Patinage et

Montpellier Méditerranée Métropole Sports de Glace.

Cette patinoire est également un lieu d'événements où de multiples animations et manifestations sont organisées chaque année. Dans ce cadre, la patinoire a accueilli les entraînements des athlètes internationaux en préparation pour les championnats du monde de patinage artistique qui se sont déroulés du 21 au 27 mars 2022 à l'Aréna Sud de France.

Concernant les résultats d'exploitation, il apparaît qu'en dehors des périodes impactées par les restrictions sanitaires, l'équipement dégage un résultat positif permettant l'attribution d'un intéressement de la Métropole grâce à un mécanisme prévu dans le contrat de délégation de service public. En outre, le délégataire paye une redevance fixe d'occupation des espaces et une redevance de contrôle.

## **2/ La gestion actuelle de l'équipement**

La gestion de la patinoire Végapolis a été déléguée par voie d'affermage, à la société dédiée SAS VM 34000, filiale à 100% de Vert Marine, pour une durée de 6 ans.

Le périmètre actuel de la DSP comprend l'ensemble du bâtiment (à l'exclusion des zones adjacentes affectés aux commerces « Pizza » et « Tapas »), le parking de proximité, parking de service dont l'accès privatif est soumis à un contrôle d'accès avec barrière.

Les prestations actuelles, objet de la délégation de service public relative à la gestion de la patinoire, sont basées sur deux missions principales :

- Une mission de gestion complète de l'équipement en vue de l'accueil du public, des scolaires et des associations sportives et de l'organisation de manifestations sportives ou artistiques ;
- Une mission de promotion et de commercialisation de l'équipement et une mission de gestion d'activité accessoire (snack).

Le contrat prévoit des contraintes de service publics et notamment des créneaux obligatoires pour les scolaires et les associations.

Le contrat prévoit des niveaux d'investissement et de gros entretien renouvellement à mettre en œuvre pendant la durée du contrat par le délégataire et un suivi étroit de ses dépenses est réalisé par le délégant chaque année au moment de la réalisation du rapport d'activité annuel du délégataire.

## **3/ Le coût du service**

Conformément aux principes de la délégation de service public, le délégataire de Végapolis exploite l'équipement à ses risques et périls. Il a la charge du recouvrement des impayés et se rémunère par les recettes d'exploitation des biens et équipements mis à sa disposition.

La tarification des prestations de la patinoire se décompose en deux types :

- Les tarifs normaux ;
- Les tarifs pass'Métropole proposant des réductions sur la plupart des produits de la grille.

Conformément au contrat, le délégataire peut proposer chaque année une actualisation tarifaire applicable au 1<sup>er</sup> septembre de l'année, suivant une formule d'indexation plafonnée à 2% maximum par an.

En outre, et notamment en raison des contreparties de service public imposées par le contrat, le délégant verse au délégataire une contribution financière forfaitaire.

Rappel de cette contribution financière pour la période 2017/2022 :

2017 (10 mois)	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (2 mois)
103 428 €	103 324 €	83 310 €	65 450 €	63 789 €	59 398 €	0 €

Cette contribution est versée trimestriellement d'avance.

## **II. Présentation des différents modes de gestion**

Deux modes d'organisation s'offrent classiquement à une collectivité publique pour gérer un service public et, notamment, un service public industriel et commercial :

- La « gestion publique », c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public). On peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché(s) public(s) pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...) ;
- La « gestion déléguée », où l'exploitation du service est confiée à un tiers. Cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales, (articles L. 1411-1 Code général des collectivités territoriales (CGCT) et L. 1121-3 Code de la commande publique (CCP)).

## **III. Présentation des objectifs de la Métropole et des scénarios étudiés**

### **1/ Les objectifs**

#### **Objectifs de la Métropole pour la patinoire Végapolis :**

- Contribuer au développement du loisir sportif ;
- Continuer l'action entreprise vers les scolaires pour favoriser l'apprentissage du patinage ;
- Continuer à soutenir les clubs et les associations sportives ;
- Maintenir durablement la fréquentation de l'équipement au-dessus de 300 000 visiteurs ;
- Maintenir l'équipement en parfait état d'entretien et de fonctionnement ;
- Optimiser les performances financières pour diminuer la contribution versée par la Métropole ;
- Développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.
- Développer les synergies et les dynamiques internes, à l'échelle locale du pôle ludique d'Odysseum et à l'échelle régionale ;
- Mettre en conformité la stratégie de l'équipement avec les orientations stratégiques de la Métropole et notamment avec celles du sport, du tourisme, du développement économique et de l'emploi et de la politique jeunesse, et du développement durable.

### **2/ Définition des scénarios retenus pour l'analyse**

Deux scénarios ont été étudiés :

- A. Le scénario A envisage la gestion en régie de l'équipement, ce qui induit la modification du mode de gestion de la patinoire aujourd'hui gérée en délégation de service public. Il vise à renforcer le rôle de la Collectivité sur le service. S'agissant d'un service public industriel et commercial, la patinoire devra être gérée au travers d'une régie avec autonomie financière ou personnalité morale et autonomie financière (article L.1412-1 CGCT) ;
- B. Gestion déléguée en concession de service. Dans cette hypothèse, la régie intéressée n'apparaît pas comme un mode de gestion déléguée pertinent car elle n'entraîne pas un transfert suffisant du risque d'exploitation sur le délégataire et se traduit par un risque lié à un intéressement financier en fonction de la performance de gestion. De même, la délégation de service publique de type « concession de travaux » n'est pas adaptée tenant, d'une part, à l'absence d'investissements de premier établissement et, d'autre part, à la volonté de la Métropole de conserver la direction sur les investissements majeurs.

## **IV. Analyse comparative des différents modes de gestion**

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 7 critères mentionnés dans le tableau ci-dessous. Une note entre 1 (peu favorable) et 4 (très favorable) a été attribuée aux deux scénarios :

Critères	Scénario A : régie	Scénario B : DSP
Adaptabilité	3	4
Contrôle du service	4	2
Qualité du service	3	4
Gestion du personnel	3	4
Coût du service	3	4
Risques	1	4
Contribution au développement du territoire	3	3
TOTAL	20	25

En synthèse, il ressort de l'analyse comparative des deux scénarios au travers des sept critères définis que le scénario B « DSP » s'avère le plus adapté aux objectifs de la Métropole, pour ce projet en particulier.

Dans un contexte de forte concurrence entre les loisirs, ce scénario permet de faire porter le risque de la fréquentation et donc le risque financier sur un opérateur expérimenté et qui dispose le plus souvent d'un réseau structuré d'équipement. Par ailleurs, le délégataire doit être un professionnel du secteur qui pourra développer une stratégie commerciale et de marketing adaptée. Un contrat de délégation de service public dont les caractéristiques sont détaillées ci-dessous permettra à la Métropole de rester garante du service public.

En conséquence, il est proposé de retenir le scénario B d'une délégation de service public pour la patinoire Végapolis.

## **V. Caractéristiques du futur contrat**

### **1/ Objet du contrat**

Le délégataire de service public devra assurer en tout temps l'exploitation, la gestion, l'entretien et le renouvellement de la patinoire.

### **2/ Durée du contrat**

La durée du contrat sera de 6 ans et prendra effet au 1<sup>er</sup> mars 2023. Cette durée est justifiée par l'amortissement des investissements qui seront demandés au délégataire.

### **3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public**

#### **Missions :**

Le délégataire assurera la gestion du service public de la patinoire au travers des missions suivantes :

L'exercice des activités suivantes :

- L'accueil du public ;
- L'accueil des groupes (clubs et associations sportives soutenues par la Métropole) ;
- L'encadrement et la surveillance des séances à destination des élèves des établissements scolaires notamment du premier degré.

La gestion du service, des locaux et équipements mis à sa disposition, à savoir :

- La gestion technique, administrative, financière et commerciale ;
- L'entretien courant des locaux (intérieur et extérieur), la maintenance des installations et du matériel nécessaire au bon fonctionnement de l'équipement ;
- L'animation de l'équipement (activités pédagogiques) et l'organisation d'événements ;
- Le recrutement, la formation et l'encadrement du personnel affecté au service. Les personnels actuellement employés par le délégataire bénéficieront des dispositions prévues à l'article L. 1224-1 du Code du travail (reprise du personnel) ;
- Le contrôle de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur ;
- L'optimisation des consommations de fluides nécessaires au bon fonctionnement de la patinoire.

## **Obligations de service public :**

Le programme de la consultation détaillera toutes les obligations de service public à la charge du délégataire :

- Assurer l'ouverture et la fermeture au public 365 jours par an (sous réserve des évènements) ;
- Accueillir les scolaires et les clubs ;
- Mettre à disposition les personnels et les matériels pédagogiques pour les scolaires ;
- Réserver trois jours d'utilisation totale de l'équipement à destination des besoins de la Montpellier Méditerranée Métropole ;
- Proposer un plan détaillé de maîtrise des consommations en fluides de la patinoire.

## **Investissements :**

Même s'il s'agit d'une concession de service, certains investissements peuvent être demandés au délégataire s'ils sont étroitement liés à leur projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis gratuitement au délégataire à la fin du contrat.

## **Entretien, renouvellement et Gros Entretien et de Renouvellement (GER) :**

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des bâtiments et des biens, ouvrages et équipements affectés aux équipements, qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements nécessaires à l'exploitation du service (matériel pédagogique par exemple).

Le délégataire sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

Le délégataire devra s'assurer du respect des règles de l'hygiène et de la sécurité dans l'établissement conformément aux réglementations en vigueur.

Les opérations d'entretien et de maintenance sont notamment les suivantes :

- L'entretien courant et le maintien en parfait état de propreté de tous les locaux (sols, vitres, murs, peintures, plafonds, décoration...) et ensemble des composantes de l'équipement ainsi que des abords extérieurs et des zones affectées à l'évacuation des déchets ;
- Le nettoyage, l'entretien et le maintien en état de tous les mobiliers, équipements et matériels nécessaires à l'exploitation du service ;
- L'entretien et la maintenance, selon les prescriptions communiquées par les fournisseurs des installations techniques ;
- L'entretien et le maintien en état de fonctionnement des installations et équipements sanitaires, circuits d'alimentation électrique, ventilation, distribution d'eau sanitaire, installations d'évacuation des eaux usées, dispositifs de sécurité...

Montpellier Méditerranée Métropole, en qualité de propriétaire de l'ouvrage, assumera les grosses réparations de l'équipement (clos, couvert, structure...).

S'agissant des opérations de gros entretien et de renouvellement liées à l'exploitation des installations techniques (hors bâtiment), il sera demandé aux candidats de prendre en charge le gros entretien et le renouvellement des installations dans le cadre d'une provision gérée en transparence (identification du besoin, demande préalable, accord de l'autorité délégante sauf cas d'urgence). Le niveau financier et technique des obligations de renouvellement sera négocié et fixé contractuellement.

La Métropole percevra l'excédent du compte GER si le solde est positif en fin de contrat.

## **4/ Conditions financières**

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire devra permettre l'accès aux services par le plus grand nombre avec une priorité pour les scolaires ; cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

Les candidats proposeront les paramètres et indices qui déterminent l'évolution des tarifs.

Les obligations de service public seront précisément définies par le contrat et la compensation financière sera déterminée à l'avance, pour toute la durée du contrat, pendant la phase de négociation sur la base de paramètres fixés préalablement afin d'éviter une surcompensation.

Outre l'application d'une redevance fixe et de contrôle, la convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué, dans l'hypothèse où le résultat dégagé serait supérieur aux prévisions du délégataire. Les modalités de détermination de cet intéressement seront fixées contractuellement pendant les négociations.

## **5/ Rôle de Montpellier Méditerranée Métropole en tant qu'autorité organisatrice**

La Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué. Des sanctions (pénalités, mise en régie provisoire, résiliation pour faute) seront prévues par le contrat pour assurer le respect de l'ensemble des obligations du délégataire.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service.

Des rapports mensuels, trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Collectivité. Des revues de contrat trimestrielles objet de rencontres entre les représentants de l'exploitant et de la collectivité permettront en particulier de suivre et vérifier :

- L'atteinte des objectifs fixés en termes de qualité de service et de fréquentation ;
- Le suivi des indicateurs permettant d'apprécier les résultats attendus sur l'intérêt pédagogique, ludique, et sportif de cet équipement pour les visiteurs, en particulier les jeunes et les familles, et ce, en cohérence avec les objectifs de la Métropole en matière de politique jeunesse, politique sportive, et politique touristique ;
- Le règlement des faits et incidents majeurs liés à l'actualité du service ;
- Le respect des obligations en termes d'entretien et de renouvellement ;
- La réalisation effective du Compte d'Exploitation Prévisionnel, en matière de recettes et charges de la délégation.

Un compte conventionnel intermédiaire de gestion, produit trimestriellement et présentant les informations pertinentes relatives aux produits et charges du service, pourra être rapproché du Compte d'Exploitation Prévisionnel annexé au contrat afin d'en suivre la bonne exécution.

Montpellier Méditerranée Métropole procédera à des contrôles directs, techniques et financiers, par des agents dûment mandatés par ses soins ou par une société extérieure.

Ces éléments seront détaillés dans le programme de la consultation.

## **6/ Conditions principales d'exécution du service**

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

Pendant toute la durée de la délégation, le délégataire sera seul responsable du bon fonctionnement du service objet du contrat. Il sera également seul responsable à l'égard des tiers des dommages causés par le fonctionnement du service public et par les ouvrages mis à disposition.

Le délégataire devra prendre toutes les assurances nécessaires pour couvrir l'ensemble des responsabilités définies supra et l'ensemble des matériels, des biens et des ouvrages affectés au service.

Montpellier Méditerranée Métropole remettra un ensemble de biens meubles et immeubles affectés au délégataire selon un inventaire mis à jour.

Dans le cadre de la reprise de l'exploitation du service, le délégataire sera tenu de se conformer à ses obligations en matière de transfert des contrats de travail telles qu'elles ressortent des lois et règlements en vigueur et de la convention collective qui lui est opposable. Il devra, par ailleurs, s'engager à affecter à

l'exécution des prestations qui lui seront confiées l'ensemble du personnel nécessaire, que ce personnel soit repris des précédents exploitants ou issus de nouveaux recrutements.

### **7/ Sort des biens**

Des clauses spécifiques sur le sort des biens seront rédigées. Cela permettra de bien poser la distinction entre les biens de retour et les biens de reprises.

Il sera prévu que les biens de reprises reviennent gratuitement au délégant s'ils sont comptablement amortis.

Les biens devront être remis en parfait état d'entretien.

Une attention particulière sera portée sur les biens « immatériels » : fichiers clients, fichiers GMAO, films, supports pédagogiques...

### **8/ Principales modalités de consultation**

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ainsi que des dispositions du Code de la Commande Publique.

La Commission Consultative des Services Publics Locaux, lors de sa séance du 17 mai 2022, et le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 21 avril 2022, ont rendu un avis sur le recours à une délégation de service public pour gérer la patinoire Végapolis.

### **En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- D'approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis ;
- D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, d'en négocier les conditions précises ;
- D'approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence qui conduira à la désignation de l'exploitant de la patinoire Végapolis ;
- De prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.



A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/06/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 14 juin 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220531-189525-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/06/22

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Vegapolis-rapport-choix-mode-de-gestion

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.